

Les États-Unis confiants dans le pouvoir de la propagande

(<http://www.voltairenet.org/article12431.html>)

Décryptage

Jeff Kojav présente dans le Washington Times quelques-unes des conclusions du groupe de travail du Council on Foreign Relations (CFR) à propos de l'amélioration de l'image des États-Unis dans le reste du monde. Partant du postulat que l'hostilité des orientaux à la politique de Washington en Irak se fonde sur leur ignorance et non pas sur un jugement réfléchi, il conclut qu'il suffit de les abreuver de médias favorables pour renverser leur opinion. Des radios et des télévisions doivent donc être largement financées, sur le modèle de ce que fut en Europe orientale La Voix de l'Amérique pendant la Guerre froide. On ne peut qu'être consternés devant cette analyse qui présente Al-Jazeera comme une télévision « à la soviétique » et imagine qu'elle est aux mains de l'Iran. Pis, le CFR croit pouvoir emporter la conviction politique des orientaux avec des méthodes de marketing, comme si le bombardement de l'Irak était comparable à du Coca-Cola.

Sans attendre ces nouveaux supports, Amir Taheri, un des « messagers de l'Amérique », s'efforce dans Gulf News de dénigrer les travaux de notre ami Edward Saïd, récemment décédé. Celui-ci, comme le docteur Ali Shariati, se serait contenté de dédouaner le Proche-Orient de ses responsabilités et d'accuser l'Occident de tous les maux. Il aurait ainsi encouragé une forme de déresponsabilisation collective. Cette charge vise a contrario à réhabiliter les thèses de l'adversaire intellectuel d'Edward Saïd : Bernard Lewis. The Independent reproduit des extraits du discours de Laura Bush à l'occasion du retour des États-Unis à l'UNESCO. La « Première dame » a centré son intervention sur le soutien à la scolarisation, dans la veine de ses activités intérieures dans son pays. Elle a pris soin de ne pas évoquer les raisons de 18 ans d'absence des États-Unis à l'UNESCO. Pourtant l'Organisation n'a pas évolué ni dans sa dénonciation de la domination de l'information, ni dans ses exigences de respect des cultures en Israël. On ignore donc pourquoi Washington a décidé de revenir y siéger.

Le sénateur Joseph Biden, qui avait milité aussi bien pour l'attaque de l'Afghanistan que de l'Irak, sonne l'alerte dans le New York Times. Il est urgent de débloquer des fonds pour l'Afghanistan où rien n'est réglé. Dans le même quotidien, Preeti D. Bansal et Felice D. Gaer, toutes deux membres de la Commission états-unienne pour la liberté religieuse dans le monde, dénoncent le projet de Constitution afghan. Celui-ci maintient la Sharia, dans son interprétation la plus obscurantiste, comme norme légale. Et le gouvernement Karzai ne se cache pas de refuser la liberté d'expression, de religion, et l'égalité des sexes. Pourquoi donc avoir renversé les Talibans, si c'est pour maintenir leur type de société ?

Daniel Pipes revient dans le Jerusalem Post sur le danger que les musulmans représentent dans les administrations états-uniennes. Il stigmatise leur dilemme intérieur qui les partagerait entre servir leur pays et servir l'islam. Sans trahir le fond de son propos, nous le résumons ici en des termes qui soulignent l'analogie avec le discours antisémite européen du XXème siècle, l'argument de la double loyauté étant désormais repris par les islamophobes. Pipes se garde bien de mettre tous les musulmans dans le même sac et distingue les islamistes simples, qui cherchent à s'intégrer et ne sont pas dangereux, des islamistes militants, qui sont prosélytes et potentiellement terroristes.

Enfin, l'économiste zimbabwéen Callisto Madavo souligne dans l'Asahi Shimbun que l'aide internationale à l'Afrique ne fonctionne que lorsqu'elle est gérée par les Africains eux-mêmes. Tandis que le sénateur républicain Lamar Alexander préconise dans le Washington Times un vaste plan de lutte contre le sida en Afrique, qui se fonde à la fois sur la promotion de l'abstinence, de la fidélité conjugale et du préservatif.

1er octobre 2003

« De la désinformation concernant l'Irak »

Disinformation on Iraq
Washington Times (États-Unis)

[AUTEUR] Jeff Kojac est un chercheur du Council on Foreign Relations en détachement au Center for Strategic and International Studies. Il est spécialisé dans les questions de défense internationale.

[RESUME] Les Irakiens ont soif d'information, mais pendant que la coalition lutte pour faire passer son message à la population, des chaînes de télévision comme la chaîne iranienne Al-Jazira [1] profite du manque d'information pour diffuser des messages opposés à notre action en Irak.

La guerre contre le terrorisme est une guerre des idées, tout comme la Guerre froide était une guerre des idéologies. La victoire passe donc par la communication et l'information. Il est par conséquent important de faire la promotion au Proche-Orient de médias qui ne nous sont pas hostiles. Comme nous l'avons fait avec Voice of America et Radio Free Europe pour l'Europe de l'Est, nous devons investir dans les médias et il faut mettre suffisamment de moyens financiers pour contrebalancer ceux d'une chaîne comme Al-Jazeera.

Les chances de succès sont réelles. L'accès aux télévisions états-uniennes et à Internet est pour beaucoup dans la sympathie que les jeunes iraniens portent à notre pays. Au contraire, on peut remarquer qu'en Turquie la population a peu d'occasions d'écouter le point de vue des États-Unis sur notre politique dans la région, c'est pourquoi les Turcs nous sont hostiles. Nous ne pouvons pas gagner en utilisant uniquement la force militaire et c'est pour cela que nous devons développer nos émissions en directions des 300 millions d'habitants du Proche-Orient.

« Saïd et Shariati appartiennent tous les deux à l'école "c'est la faute à l'Occident" »

Both Said and Shariati belong to 'blame-the-west' school
Gulf News (Émirats Arabes Unis)

[AUTEUR] Amir Taheri est journaliste iranien et rédacteur en chef du journal français Politique Internationale. Il est expert du cabinet Benador Associates à New York.

[RESUME] Edward Saïd, décédé cette semaine, accusait l'Occident d'être un monstre impérialiste souhaitant dominer le monde, appauvrissant les autres et plongeant l'humanité dans une guerre perpétuelle. Cette analyse avait déjà été développée 20 ans auparavant par l'iranien Ali Shariati et reposait sur un certain nombre de postulats :

- ▶ L'Ouest est un bloc monolithique motivé exclusivement par des considérations machiavéliques de pouvoir et de profit. Les deux auteurs ont été incapables de percevoir la diversité du monde occidental.
- ▶ Le monde n'est vu qu'en termes moraux et les dimensions politique, économique et militaire sont ignorées.
- ▶ Tout ce qui vient de l'Ouest est « mauvais » et on ne reconnaît aucune influence positive à l'Occident.
- ▶ Il faut donc que les musulmans résistent à tout prix à l'occidentalisation.

Les deux hommes voulaient que les musulmans « redeviennent eux-mêmes » sans très bien définir ce que cela voulait dire. Était-ce être pauvre, malade et dirigé par des élites corrompues ? Saïd et Shariati étaient, quoiqu'ils en disaient, des auteurs occidentaux issus des universités occidentales et puisant leur vision manichéenne du monde dans le nationalisme occidental. Chacun des deux auteurs a développé une analyse « nous contre eux » à partir d'une perception erronée du conflit algérien pour Shariati et du problème palestinien pour Saïd.

Shariati, et surtout Saïd, ont été incapables de voir les problèmes qu'avaient produits nos propres dirigeants préférant accuser les autres pour le désordre que nous avons causés pendant des siècles.

« L'éducation et la guerre au terrorisme »

Education and the war on terror
The Independent (Royaume-Uni)

[AUTEUR] Laura Bush est l'épouse de [George W. Bush]. Cette tribune est adaptée de son discours à la dernière séance plénière de l'UNESCO marquée par le retour des États-Unis dans l'organisation.

[RESUME] Le gouvernement des États-Unis sera à nouveau un participant actif et enthousiaste des missions de l'UNESCO pour promouvoir la paix et la liberté. L'UNESCO repose sur la conviction que la paix et la sécurité de toutes les nations sont fondées sur l'éducation, le respect, la tolérance. Mon pays a été l'un des premiers à signer la constitution de cette organisation à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

L'UNESCO a fait du bon travail dans la reconstruction de l'Ouganda, de la Sierra Leone et du Liberia et sa collaboration peut aider à changer le futur des enfants d'Afghanistan et d'Irak. Reconstruire ces pays pour en faire des nations autogouvernées, sûres et ayant de l'espoir est dans notre intérêt à tous. Les Irakiens espèrent beaucoup de l'avenir et il faut leur apporter l'éducation car l'un des tragiques héritages de Saddam Hussein est un taux d'illettrisme de 61 % chez les adultes et trois quarts des femmes d'Irak ne savent pas lire.

« N'oublions pas l'Afghanistan »

Don't Forget Afghanistan
New York Times (États-Unis)

[AUTEUR] Joseph R. Biden Jr. a conduit une carrière exclusivement politique. Élu sénateur du Delaware, en 1972, dès l'âge légal de 30 ans, il s'est d'abord fait connaître pour ses positions libérales au sein de la Commission de la justice. En 1991, il met en scène de très médiatiques auditions à l'occasion de la nomination du juge Clarence Tomas à la Cour suprême alors que le magistrat est accusé de harcèlement sexuel. En 1997, il devient le leader démocrate, puis le président, de la Commission des affaires étrangères. Il pousse son pays à l'engagement militaire en Yougoslavie, puis en Irak, mais s'oppose au programme de « guerre des étoiles ».

[RESUME] En nous concentrant excessivement sur l'Irak, il existe un risque que nous délaissions les questions de sécurité en Afghanistan. Dans les deux pays, nous avons obtenu une victoire militaire nette, mais nous ne sommes pas parvenus à garantir la stabilité. Aujourd'hui, en Afghanistan, les seigneurs de guerre contrôlent des parties du territoire et les Talibans s'attaquent aux travailleurs humanitaires afin de saper la reconstruction et discréditer Hamid Karzaï et la coalition. Pendant ce temps-là, le trafic de drogue se développe.

Les fonds versés pour venir en aide à ce pays sont insuffisants. Sur les 87 milliards demandés au Congrès par l'Irak et l'Afghanistan, seul 1,2 milliard sera attribué à l'Afghanistan. En outre, le président n'est pas parvenu à convaincre le reste du monde de se joindre à notre effort de reconstruction. Il faut augmenter le nombre de troupes sous mandat de l'ONU dans le pays, comme l'ont demandé le président Karzaï et Kofi Annan. Il est nécessaire que les États-Unis soutiennent cette requête afin que l'Afghanistan ne redevienne pas un refuge pour les terroristes.

« À nouveau réduit au silence à Kaboul »

Silenced Again in Kabul
New York Times (États-Unis)

[AUTEURS] Preeti D. Bansal est ancienne avocate général de l'État de New York. Felice D. Gaer est directrice du Jacob Blaustein Institute for Human Rights. Elles sont toutes deux membres de l'United States Commission on International Religious Freedom.

[RESUME] Les efforts américains pour construire un Afghanistan démocratique et tolérant font face à un sérieux obstacle avec le projet de constitution afghane. Celui-ci ne prévoit pas de protection des Droits de l'homme, y compris la liberté de pensée, de conscience et de religion. Le projet de constitution continue de s'appuyer sur la Shariah et criminalise le blasphème.

Si le projet est adopté par la Loya jirga, le destin des Afghans restera entre les mains de juges appliquant la loi islamique comme à l'époque des Talibans. Les réformateurs afghans qui ont opposé des réserves à cette constitution ont été menacés, harcelés et même emprisonnés. Les musulmans que nous avons rencontrés à Kaboul et qui affirment que l'Islam et les Droits de l'homme ne sont pas incompatibles ont été réduits au silence par des extrémistes. Le ministre de la Justice, Fazl Hadi, nous a affirmé qu'il acceptait les règles de la Déclaration universelle des Droits de l'homme à l'exception de la liberté d'expression, de religion et l'égalité des sexes.

Le projet de constitution doit être amendé pour ne pas entrer en contradiction avec les six traités internationaux qui ont été signés par l'Afghanistan. Les États-Unis doivent s'assurer de la sécurité des réformateurs afghans.

Ce n'est pas uniquement l'avenir de l'Afghanistan qui est en jeu, mais aussi celui de l'Irak car le projet de constitution afghane est un mauvais exemple pour les Irakiens. Il faut qu'Hamid Karzaï comprenne que les Américains ne soutiendront qu'un État avec une Constitution qui respecte les Droits de l'homme et la liberté religieuse.

« Les jihadistes du Pentagone »

Pentagon jihadis
Jerusalem Post (Israël)

[AUTEUR] [Daniel Pipes] est membre de l'US Institute of Peace. Il est directeur du Middle East Forum et auteur de Militant Islam Reaches America. Il est collaborateur de Benador Associates et a fondé Campus Watch, une organisation dont le but est de soutenir la vision néo-conservatrice du Proche-Orient dans les universités états-uniennes. Voir à ce sujet, l'investigation du Réseau Voltaire : « Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington ».

[RESUME] L'arrestation récente de deux militaires états-uniens musulmans accusés d'aider les prisonniers de Guantanamo ne devrait pas nous surprendre car il est devenu évident que des islamistes opposés aux États-Unis ont pénétré dans les prisons, les forces de l'ordre et l'armée américaine.

Dans un article de février 2003, le Wall Street Journal établissait que les imams qui considéraient Ben Laden comme un « héros d'Allah » dominaient les aumôniers musulmans dans les prisons de l'État de New York.

Depuis mars 2003, j'ai recensé au moins six cas de militaires ou policiers ayant été jugés ou arrêtés pour des affaires en lien avec le terrorisme islamiste. Le cas le plus connu étant celui d'Hasan Akbar qui avait ouvert le feu sur ses camarades soldats dans son unité avant la guerre en Irak.

L'insistance de l'exécutif sur le fait que c'est le terrorisme qui est l'ennemi, et non l'Islam militant, rend plus facile la pénétration islamistes dans les organismes gouvernementaux. Pour rester dans le politiquement correct, le Pentagone va revoir les nominations des 2800 aumôniers dans ses rangs alors que se sont seulement les 17 musulmans qui posent problèmes. Il faut que le département de la Défense états-unien rompe tous ses liens avec les organisations qui permettent à des islamistes d'obtenir des postes dans les organismes gouvernementaux et suspende de leurs fonctions toutes les personnes qui ont leurs postes par

ces biais. Il faut dans le même temps se rapprocher des organisations musulmanes anti-islamistes et trouver un moyen de détecter les islamistes infiltrés dans les rangs de l'armée.

« Un nouveau partenariat apparaît pour développer l'Afrique »

A new partnership emerges to develop Africa
Asahi Shimbun (Japon)

[AUTEUR] De nationalité zimbabwéenne, Callisto Madavo est le vice-président pour l'Afrique subsaharienne de la Banque mondiale.

[RESUME] La conférence internationale de Tokyo sur le développement africain met en lumière les réussites de la nouvelle approche, définie il y a dix ans dans une autre conférence à Tokyo, et qui consistait à laisser aux Africains la direction des stratégies de lutte contre la pauvreté. Il est désormais communément accepté que les plans de développement imposés de l'extérieur ne fonctionnent pas. Aujourd'hui, la plupart des politiques de lutte contre la pauvreté en Afrique sont développées par le New partnership for Africa's development (NEPAD), une initiative panafricaine de développement créée et dirigée par des Africains. Les organismes internationaux comme la Banque mondiale s'alignent sur ses programmes. Dans le même temps, de plus en plus de pays africains élaborent leur propre stratégie pour combattre la pauvreté.

Les défis auxquels l'Afrique doit faire face restent nombreux : l'Afrique compte 34 des 48 pays les moins développés et elle est toujours ravagée par les conflits, le SIDA et l'illettrisme. Toutefois, une nouvelle génération de dirigeants politiques africains envoient des signes encourageants pour le continent. Ainsi, les normes démocratiques sont de plus en plus diffusées en Afrique. Plus d'une douzaine de pays ont un taux de croissance annuel moyen supérieur à 4 % pour la décennie passée, un progrès économique en partie dû à l'accroissement des exportations vers l'Asie.

Malheureusement, ces améliorations de la situation en Afrique ne sont pas soutenues par les pays riches qui diminuent leur aide et ne favorisent pas le commerce dans nos pays.

« Allez en Afrique, M. Tobias »

Go to Africa, Mr. Tobias
Washington Times (États-Unis)

[AUTEUR] Lamar Alexander fut président de l'Université du Tennessee (1988-91), secrétaire à l'Éducation (1991-1993) et professeur à l'École Kennedy de gouvernement à Harvard (2001-2002). Parallèlement, il conduit une carrière politique. Après avoir été conseiller à la Maison-Blanche sous Nixon, il est élu gouverneur du Tennessee (1976-1986), puis sénateur (depuis 2002). Il fut deux fois candidat aux primaires républicaines pour la présidence et dirigea Empower America (1994-1995). Il préside au Sénat les sous-comités de l'Enfance et de la Famille, de l'Énergie, des Affaires africaines. Ses adversaires lui reprochent d'avoir accumulé une imposante fortune en profitant de ses mandats électifs.

[RESUME] J'ai dix suggestions à faire à Randall Tobias, qui vient d'être chargé par le président George W. Bush de mener son plan quinquennal de lutte contre le SIDA en Afrique et aux Caraïbes :

- ▶ Allez en Afrique, rendez vous sur le terrain pour comprendre la situation.
- ▶ Rendez les seringues et les perfusions sûres, car 175 000 personnes sont infectées par ce biais chaque année en Afrique subsaharienne.
- ▶ Sauvez les bébés. Au Botswana 40 % des femmes enceintes sont séropositives ; il faut distribuer de la névirapine pour diminuer les risques de transmission de la mère à l'enfant.
- ▶ Développez la distribution des médicaments prolongeant la vie.

- ▶ Encouragez le développement des tests.
- ▶ Enseignez la règle « abstinence, fidélité et préservatif ». 90 % des malades ont été infectés lors de rapports sexuels et beaucoup d'Africains (et d'Américains) l'ignorent. La première dame d'Ouganda insiste surtout sur l'abstinence et la fidélité estimant qu'on ne peut pas faire confiance aux préservatifs.
- ▶ Formez un corps de volontaire allant combattre le SIDA en Afrique.
- ▶ Creusez des puits d'eau potable. En effet, sur cinq décès d'enfant de moins de cinq ans en Afrique, trois sont causés par l'ingestion d'eau impropre à la consommation. Cette eau aggrave la mortalité des malades dont les défenses immunitaires sont affaiblies par le virus.
- ▶ Concentrez-vous sur la logistique.
- ▶ Agissez vite, mais ne dépensez pas l'argent trop vite. Le système de santé africain ne peut pas absorber 15 milliards de dollars trop vite.

Réseau Voltaire

[1] NDLR : Contrairement à ce qui est affirmé par cet « expert » Al-Jazira n'est pas une chaîne de télévision iranienne, mais qatarie.

Note : Ce document n'engage que son auteur et en rien le site Internet *Lutte de classe*.